JACQUELINE PENEZ

Suppléant MARCEL MORTIER

POUR LA FRANCE UNIE



Conseillère Municipale
39 ans célibataire
Ingénieur chimiste
Diplômée du C.R.A.
Spécialiste marketing industriel



Maire adjoint
42 ans
Marié, 1 enfant
Chef de projet informatique.

Madame, Monsieur,

Nous devons donner au Président de la République et au Gouvernement de la France les moyens d'assurer le progrès économique et social de notre pays. Nous voulons réconcilier les Français et assurer l'impartialité de l'État.

Ce sera le rôle de la majorité de députés que vous allez élire.

Votre député doit également assumer ses responsabilités dans sa circonscription. Nous héritons ici d'une situation voulue par les représentants de l'État-RPR : une circonscription morcelée, sans unité géographique, coupée par la Seine. Le défi que nous avons à relever est donc d'en construire l'identité en travaillant à l'unité économique et à l'harmonie urbaine

Je m'engage à faire entendre votre voix sur tous les problèmes qui vous préoccupent quotidiennement, en particulier : le maintien et la création d'emplois locaux dans des activités non polluantes, l'amélioration des réseaux de circulation sans destruction de l'environnement, l'aménagement urbain en conformité avec les besoins d'harmonie et d'équilibre tant architecturaux que sociaux.

Madame, Monsieur, en choisissant une équipe animée par un idéal de justice et de progrès, vous contribuerez à offrir à la France une chance supplémentaire de gagner le pari du futur en redevenant moderne, forte et solidaire.

Madame, Monsieur, vos suffrages nous permettront d'assumer cette tâche lourde et complexe, j'ai confiance en votre soutien et vous assure de mon entier dévouement.

Jacqueline PENEZ

Le 8 mai dernier, par une des majorités les plus fortes que l'on ait connues sous la Ve République, les Français ont réélu François MITTERRAND à la tête de l'Etat.

Cette victoire n'est ni celle d'un parti, ni un chèque en blanc. Mais c'est indiscutablement l'adhésion du pays à des valeurs et le choix de principes mis en avant par le Président de la République : la stabilité des institutions et l'impartialité de l'Etat, la solidarité et le refus des exclusions afin que nul ne soit laissé sur le bord du chemin de la modernisation économique, la formation des jeunes et l'emploi, la construction de l'Europe et le rôle actif que doit jouer la France pour la paix et le désarmement.

Ces valeurs qui sont celles de la République et de la démocratie ainsi que ces objectifs peuvent rassembler une très large majorité de Français, au-delà des clivages politiques existants.

Le Président de la République m'a fait l'honneur et la confiance de m'appeler à la tête du Gouvernement pour y réunir des hommes et des femmes de sensibilités différentes mais qui avaient en commun leur attachement aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. Quelques uns — courageux — sont venus en avant-garde de cette ouverture souhaitée par les Français. D'autres, et je le regrette, avaient refusé par avance la main qui leur était tendue.

Dès lors, pour la stabilité des pouvoirs publics, pour que le Gouvernement dispose d'une majorité stable, il n'y avait pas d'autre solution que celle consistant à donner la parole au peuple, en dissolvant l'Assemblée Nationale. M. BARRE, dont il faut saluer l'honnêteté intellectuelle, a d'ailleurs reconnu que c'était la seule solution conforme à l'esprit des institutions de la Ve République et qu'elle ne compromettait en rien l'ouverture nécessaire au lendemain des élections législatives.

Des enjeux importants nous attendent. Certains sont urgents parce que l'actualité nous presse : je pense au rétablissement du dialogue et de la paix civile en Nouvelle-Calédonie, que j'ai engagé. D'autres sont urgents parce qu'il faut les préparer sans tarder pour assurer l'avenir : la formation, le logement social, la fiscalité.

Je vous demande donc de donner au Président de la République et à mon Gouvernement la majorité parlementaire de rassemblement et d'ouverture dont nous avons besoin pour répondre aux attentes du pays, comme à son avenir.

MICHEL ROCARD
Premier Ministre
Maire de Conflans-Ste-Honorine

M. Rocard

Vu, le Candidat

Imp. Socodim